



Ouagadougou, le 15 05 2023

COMMUNIQUE

Le Gouvernement du Burkina Faso est témoin de la lutte acharnée, menée par le Gouvernement de Transition et le Peuple souverain du Mali contre des groupes armés terroristes dont la barbarie et la perfidie n'ont d'égal que leur désir morbide de semer le chaos par le massacre, le viol et le pillage des populations paisibles. Pour endiguer l'entreprise de terreur et de violence de ces Hommes sans foi ni loi, les Forces Armées Maliennes ont mené avec succès une opération militaire d'envergure dans la localité de Moura courant mars 2022 qui a permis d'infliger une cinglante défaite à ces disciples de l'apocalypse en neutralisant plusieurs dizaines de terroristes.

Le Gouvernement du Burkina Faso s'étonne du contenu du « Rapport sur les événements de Moura du 27 au 31 mars 2022 » du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme rendu public le 12 mai 2023 et marque son incompréhension quant aux conclusions dudit rapport. Il exprime sa solidarité au Gouvernement et au Peuple frère du Mali ainsi qu'à l'ensemble des Forces combattantes engagées dans la lutte contre les forces du mal et injustement pris à partie pour des allégations supposées de violation des Droits de l'Homme.

Le Gouvernement du Burkina Faso n'a eu de cesse de le répéter, la violence ignoble et la négation de toute humanité sont celles perpétrées contre les innocentes populations sahéliennes par des hordes terroristes assoiffées de sang, de richesse et de pouvoir dont la neutralisation émeut tant la « Communauté internationale ». Il s'interroge sur cette approche des Droits humains à géométrie variable qui observe une complaisance suspecte face aux exactions de ces mêmes groupes terroristes et dédouane la communauté des nations, de son devoir de solidarité vis-à-vis des Peuples du Sahel, violentés et martyrisés sur la terre de leurs ancêtres alors qu'ils n'aspirent simplement qu'à vivre libres, dignes et en paix.

Est-il encore utile de rappeler, qu'aux origines du terrorisme au Sahel, il y a principalement la déstabilisation de la Libye opérée en 2011 en toute impunité et au mépris du droit international avec toutes les conséquences que l'on sait en termes de volatilité de la situation sécuritaire sur l'ensemble de la bande Sahélo-saharienne. Le devoir de solidarité dont il est aujourd'hui question n'est pas une aumône mais une question de responsabilité dans les souffrances atroces subies par les Peuples du Sahel et la descente aux enfers infligée à des millions de personnes vivant jadis en paix et en sécurité.

Le Gouvernement du Burkina Faso réaffirme son engagement solidaire aux côtés du Gouvernement malien de Transition, du Peuple frère du Mali, des Peuples du Sahel et de l'ensemble des combattants de la liberté et de la dignité humaine dans la lutte collective que nous menons pour la préservation de la vie, la dignité, la liberté et le vivre-ensemble dans une paix retrouvée et partagée pour toutes les sahéliennes et les Sahéliens.

Le Porte-parole du Gouvernement



Rimtalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO

*Chevalier de l'Ordre du mérite, des arts,
des lettres et de la communication*